

# PLR

## Les Libéraux-Radicaux

---

### DOSSIER PRESSE

### >> POLITIQUE FINANCIERE COMMUNALE <<

Conférence de presse du 5 mai 2009  
11h Café du Chasseur à Fribourg

Didier Carrard, Président PLR Sarine-Campagne (079 753 52 63)  
Thomas Zwald, Président PLR Ville de Fribourg (078 621 45 59)

[info@plrsarine.ch](mailto:info@plrsarine.ch) ----- [www.plrsarine.ch](http://www.plrsarine.ch)

**FDP**  
Die Liberalen

---

**PLR**  
I Liberali

---

**PLD**  
Ils Liberals

---

#### **4 PRINCIPES EN MATIERE DE POLITIQUE FINANCIERE COMMUNALE**

***Les Libéraux-Radicaux sarinois réaffirment et développent les principes fondamentaux qu'ils entendent défendre jusqu'à la fin de la législature.***

La crise financière touche maintenant l'économie réelle. Elle aura des conséquences sur les rentrées fiscales des communes. Face au réflexe habituel et aux revendications syndicales de hausse du taux d'impôt ou des taxes qui pèjore le pour voir d'achat, le PLR confirme sa position:

**Les Libéraux-Radicaux sarinois lutteront contre toute augmentation de la charge fiscale au détriment des ménages et des entreprises du district.**

Des économies doivent être opérées. Avant de chercher de nouvelles sources de financement, les exécutifs communaux doivent impérativement trouver des sources d'économies. La rigueur budgétaire doit être accompagnée par une politique d'investissement générant des retombées économiques positives et misant davantage sur les partenariats public-privé. Le PLR rappelle que :

**Les Libéraux-Radicaux sarinois exigent des économies sur le budget de fonctionnement et soutiendront une politique d'investissement cohérente.**

Les esprits de clocher sont un frein au développement, à la cohésion du district et à la rationalisation des dépenses communales. Face à la crise, il est temps de comprendre que des économies peuvent être faites grâce à davantage de collaboration. Le PLR rappelle que :

**Les Libéraux-Radicaux sarinois désirent intensifier les synergies intercommunales et les économies d'échelles qui en découlent.**

Au niveau communal comme dans le cadre des associations de communes, la collaboration des budgets, le contrôle des comptes et des investissements, comme le contrôle des dépenses hors budget manquent de démocratie et, par conséquent, deviennent un danger pour nos concitoyens. Ainsi le PLR déclare que :

**Les Libéraux-Radicaux sarinois exigent une transparence renforcée et un pouvoir démocratique réaffirmé.**

## **4 GRUNDSÄTZE FÜR DIE KOMMUNALE FINANZPOLITIK**

***Die FDP.Die Liberalen des Saanebezirks bekräftigen ihre Grundsätze, nach denen sie ihr politisches Handeln bis zum Ende der Legislatur ausrichten werden .***

Die Finanzkrise hat nun auch die reale Wirtschaft erreicht und wird sich negativ auf die künftigen Steuereinnahmen auswirken. Forderungen von linker und gewerkschaftlicher Seite nach einer Erhöhung von Steuern sowie Abgaben und dem damit verbundenen Verlust an Kaufkraft ist entschieden entgegen zu treten.

**Die FDP.Die Liberalen des Saanebezirks werden jedwelche Mehrbelastung der Haushalte und Unternehmen entschlossen bekämpfen.**

Statt nach neuen Einnahmequellen zu suchen, verlangen wir von den kommunalen Exekutiven, dass sie ihr Sparpotential ausschöpfen. Korrelat zu einer strikten Budgetpolitik bildet eine Investitionspolitik, die volkswirtschaftlichen Nutzen generiert und verstärkt auf dem Public Private Partnership aufbaut.

**Die FDP.Die Liberalen des Saanebezirks verlangen Einsparungen bei den Budgets und unterstützen eine kohärente Investitionspolitik**

Der « Dörfliche Geist » hemmt die Entwicklung, schwächt den Zusammenhalt des Bezirks und verhindert Kosteneinsparungen. Angesichts der wirtschaftlichen Krise ist es Zeit zu begreifen, dass bestimmte Kosteneinsparungen nur mittels einer verstärkten interkommunalen Zusammenarbeit erreicht werden können.

**Die FDP.Die Liberalen verlangen eine bessere Nutzung von Synergien und Grössenvorteilen durch eine Intensivierung der interkommunalen Zusammenarbeit**

Auf Stufe der Gemeinden wie auch der Gemeindeverbände sind die Ausarbeitung der Budgets, die Kontrolle der Rechnung, der Investitionen und ausserordentlichen Ausgaben mit Demokratiedefiziten und entsprechenden Gefahren für die Bürgerinnen und Bürger behaftet.

**Die FDP.Die Liberalen verlangen eine erhöhte Transparenz und eine verstärkte demokratische Kontrolle**

## Introduction et mise en contexte par Didier Carrard et Thomas Zwald

La crise financière, et maintenant économique, pousse le monde politique à réagir. Pour le PLR Sarine il était important que nos positions soient non seulement concrètes mais, comme à notre habitude, qu'elles soient réfléchies et qu'elles ne se limitent pas uniquement à des déclarations reprochant à d'autres leur inaction.

Le terrain d'action d'un parti de district se limite pour l'essentiel à l'activité des communes et par la collaboration de nos 5 députées. Arrivés à un peu plus de la mi-législature, il importait pour les Libéraux-Radicaux que nous sommes de faire le point, dans un domaine précis (celui des finances communales) puisqu'il touche finalement tout les autres domaines et d'en tirer les conséquences pour l'avenir.

Après avoir consulté nos élus (fédéraux, cantonaux et communaux) nous avons décidé de formuler et d'adopter « 4 PRINCIPES en matière de politique financière communale » qui guideront notre action pour la fin de la législature et même au-delà.

La mise en application de ces « 4 principes » ne commence pas aujourd'hui puisque pour beaucoup de nos conseillers communaux elle est une logique naturelle qu'ils suivent de longue date déjà. Cette mise en application ne se termine pas aujourd'hui non plus puisque de nombreuses actions découleront de ces principes jusqu'en 2011. Par ailleurs, il s'agit de « principes » qui doivent également servir de ligne et d'outils pour nos élus, mais doivent naturellement être adaptés aux réalités du terrain. L'urgence et le mode de concrétisation varie sans nul doute. En tant que parti de district nous ne pouvons naturellement pas généraliser les problèmes d'une commune et estimer que les solutions valables pour l'une correspondront forcément pour une autre.

Face à la crise actuelle un engagement complet des pouvoirs publics est requis. Dans la notion « collectivité publique » il y a également « commune ». Même si les marges de manœuvre sont plus importantes au niveau cantonal, les communes jouent un rôle central en cette période : **celui de maintenir un service de proximité de qualité qui ne se finance pas en confisquant le pouvoir d'achat des contribuables** (notamment par des hausses de l'impôt.).

Dans cette dynamique de crise et face à une globalisation accélérée, le fonctionnement financier des communes est en péril. Il est dès lors essentiel pour les Libéraux-Radicaux d'être garant d'un système financier démocratique qui garantisse les Libertés et les Droits fondamentaux des citoyens. Des améliorations notables doivent être apportées dans ce domaine et nous contribuerons à cela. C'est dans l'application de ces principes que, justement, nous lancerons les 29 mai prochain une motion populaire qui ira dans ce sens.

*Auch ich möchte die Gelegenheit kurz nutzen, um Sie zur Pressekonferenz der FDP.Die Liberalen des Saanebezirks zu begrüßen. Wie mein Kollege Didier Carrard bereits erwähnt hat, steht der heutige Auftritt vor den Medien einerseits für den festen Willen, die Zusammenarbeit zwischen der FDP.Die Liberalen Saaneland und derjenigen der Stadt Freiburg zu verstärken und gemeinsame Positionen zu zentralen Themen zu erarbeiten.*

*Der heutige Auftritt steht andererseits für die Sorge über die Entwicklung der kommunalen Finanzen angesichts der akuten und mit grosser Wahrscheinlichkeit länger anhaltenden wirtschaftlichen Rezession. Ich möchte in diesem Zusammenhang auf ein vor Kurzem veröffentlichtes Dokument des Eidgenössischen Finanzdepartementes mit dem Titel «öffentliche Finanzen 2009 / les finances publiques 2009 » verweisen. In diesem Dokument finden sich u.a. Schätzungen zu den Rechnungsabschlüssen der Gemeinden für die Jahre 2008 und 2009. Während für das Jahr 2008 noch ein Rechnungsüberschuss von insgesamt 2,3 Milliarden Franken prognostiziert wird, beläuft sich die Schätzung für das Jahr 2009 auf ein Minus von gut 2,2 Milliarden Franken. Eine Verschlechterung als von insgesamt 4,5 Milliarden Franken.*

*Diese massive Verschlechterung werden vor allem jene Gemeinden zu spüren bekommen, die es wie bspw. die Stadt Freiburg während der Jahre der Hochkonjunktur nicht schafften, Überschüsse zu erwirtschaften und Schulden abzubauen.*

*Angesichts dieser schlechten Perspektiven ist es vordringlich, heute die richtigen Weichen in der kommunalen Finanzpolitik zu stellen, damit zusätzliche finanzielle Belastungen der Haushalte und Unternehmen verhindert werden können und der Handlungsspielraum der Gemeinden insbesondere im Bereich der Investitionen gewahrt bleibt. Die Grundsätze, welche wir Ihnen sogleich vorstellen, stellen gewissermassen jene Weichen dar, die aus Sicht der FDP.Die Liberalen des Saanebezirks zur nachhaltigen Sicherung der kommunalen Finanzen gestellt werden müssen.*

*Grundsätze bedürfen, wie es bereits mein Kollege erwähnt hat, der Konkretisierung. In diesem Sinne wird der heute Abend stattfindenden Generalversammlung der FDP.Die Liberalen der Stadt Freiburg eine Resolution unterbreitet werden, welche eine Neuorientierung der städtischen Finanzpolitik verlangt und diesbezüglich eine Reihe von konkreten Vorschlägen bzw. Forderungen enthält.*

---

**PRINCIPE n° 1** É présenté par M. Jacques Bourgeois, Conseiller national

---

**Les Libéraux-Radicaux sarinois lutteront contre toute augmentation de la charge fiscale au détriment des ménages et des entreprises du district.**

La crise financière touche maintenant l'économie réelle. De nombreux plans de relance ont été créés. La population attend des politiques un engagement total dans ce domaine. Un engagement qui concerne aussi bien les élus fédéraux, cantonaux que communaux. En tant que Conseiller national, j'apporte mon soutien et participe à la dynamique lancée par le comité de district, car cette volonté pragmatique qui vise au bien être de notre région et de sa population correspond à mon travail quotidien sous la coupole.

La crise aura probablement des conséquences sur les rentrées fiscales de la Confédération, du canton et des communes. Pour nous, libéraux-radicaux, cet état de triste fait peut avoir des conséquences encore plus négative : celui de toucher aux pouvoirs d'achat de la population (conséquence d'une augmentation d'impôt). La préservation de nos conditions de vie, de notre pouvoir d'achat, voire d'ailleurs même leurs améliorations reste pour moi une priorité. L'économie de notre district doit pouvoir disposer d'un cadre fiscal attractif, des collaborateurs motivés, afin de faire face à cette crise et à l'après-crise.

Nous sommes conscients que la masse fiscale des communes tend à diminuer, mais le réflexe habituel d'une hausse d'impôt ou de taxes ne constitue en soit qu'une aggravation de la situation. On priverait les ménages de l'argent nécessaire à leur consommation, à assouvir leurs besoins, les entreprises de capitaux nécessaires à leurs investissements, à leur développement, ce qui influencerait les places de travail qui en découlent. Il est de notre devoir, en tant que politiques, de rendre attentif les communes sur le rôle clé qu'elles doivent également jouer, au côté de la Confédération et du canton, dans la résolution de cette crise.

L'Union syndicale fribourgeoise revendiquait dernièrement, une augmentation de la charge fiscale sur les bénéficiaires et le revenu, ce qui en plus d'être contradictoire avec cette crise, péjorerait encore plus l'économie de notre région et toucherait directement au pouvoir d'achat de nos concitoyens. Nous, Libéraux-radicaux, veillons à ce que le bien être général des fribourgeoises et fribourgeois ne se dégrade pas surtout par rapport aux discours d'une gauche qui n'assume que trop peu sa responsabilité politique dans ce dossier.

C'est pour cela qu'il est important que le PLR confirme sa position:

**Les Libéraux-Radicaux sarinois lutteront contre toute augmentation de la charge fiscale au détriment des ménages et des entreprises du district.**

## PRINCIPE n° 2 É présenté par Mme Antoinette De Weck

### Les Libéraux-Radicaux sarinois exigent des économies sur le budget de fonctionnement et soutiendront une politique d'investissement cohérente.

Comme vient de le développer notre Conseiller national, le PLR est opposé à une hausse d'impôt. Même dans des situations difficiles, les collectivités publiques ne peuvent suppléer aux pertes de rentrée fiscales en imposant ceux qui arrivent encore à payer des impôts. La solidarité a ses limites : 20% des contribuables les plus riches paient la moitié du financement de l'État (étude de l'économie suisse, août 2007).

Les collectivités publiques ont des tâches auxquelles elles doivent faire face et qui augmentent en temps de crise ?

Quels sont les remèdes PLR ?

#### 1<sup>er</sup> remède : faire des choix dans les dépenses

Fixer des priorités aux dépenses : cela nécessite une évaluation approfondie de chaque poste du budget de fonctionnement.

**Le principe : est-ce que l'on peut faire mieux ou tout aussi bien avec moins ?** Chaque commune devra trouver ses propres ressources d'économie.

Voici des exemples d'économie :

- **externalisation** de certains services, notamment: ramassage des ordures, entretien des cimetières, parcs et promenade, encaissement de l'impôt communal par le canton.
- Baisse des charges de fonctionnement par une **économie d'énergie** (ex. éclairage public nocturne, éclairage des bâtiments)
- *Un exemple concret pour la Ville de Fribourg* : ne s'apprête-t-elle pas à dépenser CHF 400.000.- pour les mesures d'accompagnement au sens unique de l'avenue de la gare, sans avoir besoin de demander un crédit d'investissement au Conseil général ?

Nous devons admettre que la réalité du terrain des communes de notre district n'est pas comparable et les solutions que nous pourrions apporter à Villars-sur-Glâne ne seraient pas les mêmes qu'à Cottens par exemple.

Le PLR de la Ville tiendra son assemblée générale ce soir au Jura. Il reviendra sur ces questions et fera voter **une résolution** à ses membres. D'autres résolutions visant à la mise en application concrète de ce principe suivront dans d'autres cercles PLR, afin de coller au mieux avec les conditions réelles des communes.

#### 2<sup>ème</sup> remède : des investissements multiplicateurs de richesse

Les communes doivent non seulement investir mais investir mieux et plus..Les investissements doivent être choisis en raison de leur valeur ajoutée. Chaque projet d'investissement doit être soumis à la question : qu'amène-t-il à la relance ?

Creuser des trous et ensuite les reboucher pour donner du travail à des entreprises en difficulté n'est pas une bonne solution car cela ne fait que repousser les problèmes. L'investissement doit être créatif, efficace, favoriser un développement économique rationnel.

- **Un bon exemple** : pour la Ville, le rachat des abattoirs est un bon investissement car il donne à la Ville les moyens de sa politique de transport (future gare, silo à voitures).
- **Deux mauvais exemples** :
  - a) la mise en sens unique de la Ville qui fera déborder le trafic sur les zones voisines puis détournera les consommateurs de la Ville
  - b) la construction d'une marquise devant la gare : c'est du superflu qui va coûter beaucoup trop cher.

### **3<sup>ème</sup> remède : oser imaginer des nouveaux systèmes**

#### **Osons transformer les règles :**

Les structures d'accueil des enfants sont en train de faire exploser les comptes communaux (en Ville : **3,2 millions**). Pourquoi est-ce que les communes sont les seules à supporter ce poids alors que les femmes qui travaillent font vivre l'économie et paient des impôts aussi au canton et à la Confédération ? Nous invitons les communes à miser davantage sur les partenariats *Publiques-Privés*. D'autres cantons font beaucoup mieux. Les femmes radicales osent regarder au-delà de nos frontières et veulent provoquer le débat en cette matière. Nous organisons une table ronde le 2 juin où nous avons invité Mme Cohen Dumani, ancienne membre de l'Exécutif lausannois qui a été une des chevilles ouvrières du système vaudois novateur en la matière. Cette soirée aura lieu à Villars-s-Glâne.

Pour toutes ses raisons :

**Les Libéraux-Radicaux sarinois exigent des économies sur le budget de fonctionnement et soutiendront une politique d'investissement cohérente.**

### **PRINCIPE n° 3 É présenté par M. Frédéric Biemann**

#### **Les Libéraux-Radicaux sarinois désirent intensifier les synergies intercommunales et les économies d'échelles qui en découlent.**

Comme le relevait la députée Antoinette de Weck, si l'on ne veut pas augmenter les impôts afin de préserver le pouvoir d'achat, il faut viser des économies sur les budgets de fonctionnement. S'il y a un domaine dans lequel nous pouvons encore faire des efforts, et dans notre district particulièrement c'est celui des synergies intercommunales.

Les communes de la Sarine n'ont pas attendu aujourd'hui pour se poser des questions de synergies intercommunales et ont déjà logiquement mis en commun certaines tâches et services en faveur de la population sarinoise. Sans toucher à l'autonomie des communes, certaines tâches gérées par des associations de communes doivent maintenant être pensées et réalisées à l'échelon supérieur, tant pour l'aspect financier avec certaines économies d'échelle, que pour une meilleure gestion de ces tâches.

**L'Agglo a été acceptée en juin 2008. Nous libéraux-radicaux nous voulons absolument que notre district maintienne une cohésion entre les communes « agglomérées » et celles qui ne le sont pas. Nous ne voulons pas un district à 2 vitesses, à 2 styles de communes.**

Pour l'instant les domaines mis en commun dans l'Agglo se limite à 4 domaines bien précis, cependant nous sommes d'avis que ces domaines concernent également toutes les autres communes du district et que bon nombre d'autres domaines communs doivent être traités sous l'égide d'une association des communes de la Sarine qui doit être constituée sans plus attendre.

En effet, c'est bien là une particularité de notre district qui est le seul district fribourgeois à ne pas fonctionner en associations de communes de district.

Bien sûr certains projets de fusion de communes sont encore dans leur phase d'étude et nous encourageons sans détour ces initiatives, mais au-delà de ces fusions, le fonctionnement de bon nombre d'associations regroupant les communes de notre district souffre inmanquablement du manque de cohésion entre communes.

C'est pour ces raisons que **les libéraux-radicaux demandent au Préfet Ridoré de s'engager sans délai pour la cohésion de notre district par la création rapide d'une association des communes sarinoises incluant un fond d'investissement, comme c'est le cas dans d'autres districts avec les succès que l'on sait. Cette demande est adressée ce jour au Préfet Ridoré sous la forme du courrier suivant : [Lettre du 5 mai à l'attention de M. le Préfet]**

En effet, notre district et ses communes auraient tout à y gagner car les projets d'intérêt communs à toutes les communes existent et ils ne demandent qu'à être traités par une association de communes regroupant les organisations existantes. Cela permettra également de mettre de l'ordre dans les associations déjà existantes.

Actuellement la plupart des projets qui sont présentés aux communes, nous pensons par exemple à la piscine prévue à l'ancienne usine Boxal, aux installations sportives de St-Léonard, au fonctionnement d'une association pour la culture, pour ne citer que ceux-là, ces projets sont souvent l'initiative de quelques communes bien intentionnées qui par la suite viennent demander aux autres communes leur éventuelle participation.

Et bien tant que le principe de la création d'un fond d'investissement commun n'est pas à l'ordre du jour, tous ces projets utiles et nécessaires à la population sarinoise auront grand peine à voir le jour, se heurtant la plupart du temps à des refus plus ou moins nets de la participation de certaines communes. En effet il ne faut pas être devin pour affirmer qu'il sera toujours plus aisé de se lancer dans de tels projets si ces projets sont jugés utiles et nécessaires par l'ensemble des communes sarinoises et bien entendu si des fonds sont à disposition pour la réalisation de ces projets !

La création de cette association des communes sarinoises permettra également à toutes ces communes d'apprendre à mieux se connaître et à trouver sûrement des synergies entre elles dans bien des domaines d'activités.

Pour terminer, les Libéraux-radicaux de Sarine-Campagne et de Fribourg-Ville estime que par cette initiative, notre district pourra bénéficier d'un développement harmonieux et réfléchi bénéfique tant pour les communes de l'agglomération que pour les communes périphériques.

***En résumé, UNE association de communes avec UN fonds d'investissement, et UN district de la Sarine uni pour affronter les défis futurs.***

**Les Libéraux-Radicaux sarinois désirent intensifier les synergies intercommunales et les économies d'échelles qui en découlent.**

## PRINCIPE n° 4 É présenté par M. Jean-Daniel Wicht

### **Les Libéraux-Radicaux sarinois exigent une transparence renforcée et un pouvoir démocratique réaffirmé.**

Avec l'évolution démographique de notre canton, les communes ont dû, ces 10 dernières années, adapter leurs infrastructures parfois rapidement. L'activité des conseillers communaux est devenue au fil des ans beaucoup plus complexe et soutenue. La maîtrise de nombreux projets, en parallèle, par des miliciens, bien que soutenue par des mandataires professionnels, n'est pas toujours facile et à l'heure des comptes, les dépassements de crédits passent souvent mal auprès des citoyens, l'information n'ayant pas suivie.

Mon expérience en tant que député, vice-syndic d'une commune de l'Agglo, délégué au Conseil de l'Agglo et président d'une association de communes, me prouve que l'activité des exécutifs doit être parfaitement cadrée, organisée en groupe de projet chaque fois qu'un dossier important pour la collectivité doit être étudié. Mais surtout, le Conseil communal doit être bien conseillé d'où l'importance de choisir judicieusement ses conseillers externes.

Face à la crise, des économies peuvent être faites grâce à de meilleures synergies entre communes. Les collaborations permettent effectivement des économies d'échelles. La Corporation forestière de la Sonnaz que je préside, active depuis 2004, a permis de réduire la charge globale des communes, pour l'entretien de leurs forêts, de moitié en moyenne. De plus, grâce à une comptabilité analytique mise en place par le service des forêts et de la faune, pour l'ensemble des corporations forestières fribourgeoises, nous disposons aujourd'hui d'un outil de comparaison efficace. Pouvoir se comparer à une autre entité, qui à la même activité, est indéniablement un plus dans la gestion quotidienne. Imaginez-vous la même possibilité pour les communes de notre canton de pouvoir se comparer à une autre. Je suis persuadé que les enseignements qui pourraient en être tirés, grâce à une transparence accrue, apporteraient de nombreuses sources d'économies dans chaque ménage communal. Pourquoi ne pas bénéficier des expériences des autres ?

Il serait aussi judicieux, avant de faire un investissement important, de se poser la question s'il n'y a pas d'autres solutions, par exemple un partenariat avec une commune voisine, de la sous-traitance avec une ou des entreprises privées, ou un partenariat public-privé (PPP). Certes, des discussions existent, mais malheureusement c'est souvent le confort personnel qui prend le dessus sur le rationnel.

Le plan financier sur 5 ans permet au Conseil communal d'avoir une vision à moyen terme sur sa situation financière en relation avec un plan de législature. C'est un outil de conduite indispensable qui, s'il est fait avec toute la rigueur nécessaire, permettra au Conseil de prendre les bonnes décisions au bon moment.

Dans toute activité, le manque de transparence se paie un jour par le mécontentement d'une partie de ses citoyens. Vouloir présenter un crédit à CHF 9.95 plutôt qu'à CHF 10.05, parce qu'il ne faut dépasser une barre psychologique est un mauvais calcul. La prudence dans l'évaluation des recettes et des charges doit permettre au Conseil de conduire une commune avec assurance et sérénité. Ce n'est pas le coût qui doit décider ou non d'un investissement mais son besoin, sa nécessité pour le service, le bien de la communauté. Le Canton de Fribourg a fait le choix d'avoir un pouvoir exécutif communal fort. Il ne tient pas lieu ici de remettre ce principe en question, toutefois il ne doit pas se faire au détriment des citoyens.

La dernière révision de la Loi sur les communes (LCo) a introduit l'obligation d'un organe de contrôle externe agréé, ce qui est une bonne chose. Par contre, les tâches actuelles des commissions financières manquent de clarté et méritent qu'on y réfléchisse à nouveau. Cette situation peut créer des tensions voir des frustrations qui pourraient déboucher sur des tensions avec l'autorité communale.

Nous invitons aussi le Préfet de la Sarine à mettre un peu d'ordre dans les structures des associations de communes pour garantir la transparence et la démocratie dans notre district. Certaines associations ne sont aujourd'hui plus adaptées à la situation du terrain. Je pense d'abord à l'association des cycles d'orientation (CO) de Sarine campagne et du haut lac français. Givisiez fait partie de cette association mais ses élèves vont dans les CO de la Ville, une autre organisation. Incroyable mais vrai. Payer dans un camp, utiliser les services d'un autre !

Le PLR lancera une motion populaire le 29 mai prochain lors de son assemblée générale à Rosé qui visera à répondre concrètement à cette problématique.

**Les Libéraux-Radicaux sarinois exigent une transparence renforcée et un pouvoir démocratique réaffirmé.**